

Mauritania

Part 1: Situation update in the country

L'année 2018 a été marquée par la mise en œuvre de plusieurs réformes issues du référendum constitutionnel organisé en 2017 : l'abolition du Sénat, le changement de l'hymne national et du drapeau, et l'établissement de Conseils régionaux. Des élections régionales, législatives et communales ont été organisées avec la participation, cette fois, de l'opposition contrairement aux élections de 2014. Les femmes occupent désormais 19% des sièges au Parlement (contre 21,7% en 2014), 36% des Conseils municipaux (contre 35% en 2014) et 35% des nouveaux Conseils régionaux. Une femme a été élue Présidente du Conseil régional de Nouakchott. Le prochain scrutin présidentiel se tiendra en 2019 dans un contexte marqué par une polarisation forte. Ces élections devront prendre en compte un contexte de stratification sociale complexe, y compris les questions relatives aux séquelles de l'esclavage et aux inégalités, pouvant fragiliser la cohésion sociale.

Selon le dernier rapport du FMI, la croissance du PIB s'est redressée pour atteindre 3,5% en 2018 (estimation) et 2017 (contre 2% en 2016 et 1,4% en 2015). Cependant, compte tenu de la croissance démographique forte (environ 2,7% par an), une croissance plus soutenue est nécessaire pour poursuivre et maintenir les progrès obtenus en matière de réduction de la pauvreté. On observe une tendance à l'enchérissement des prix des denrées alimentaires importées de près de 5% entre 2017 et 2018. Cette augmentation des prix pourrait avoir un impact significatif sur le pouvoir d'achat des plus vulnérables. Le gouvernement déploie des initiatives pour tenter de limiter cet impact à travers le réseau des 1708 boutiques « Emel » de produits essentiels à prix subventionnés, la mise en place du registre social et les transferts monétaires au profit des ménages les plus vulnérables dans le cadre du programme Tekavoul (30295 ménages bénéficiaires en 2018).

Les perspectives économiques liées à l'exploitation du gaz laissent présager une possible amélioration des recettes de l'État à partir de 2022. L'accord de partage entre la Mauritanie et le Sénégal, signé en février 2018, a constitué une avancée pour la mise en valeur d'un gisement de gaz offshore très important récemment découvert à la frontière entre les deux pays. Cependant, malgré ces perspectives économiques prometteuses, les vulnérabilités demeurent élevées, et des réformes soutenues sont nécessaires pour maintenir la stabilité macroéconomique, améliorer la bonne gouvernance et le climat des affaires, afin de parvenir à une croissance inclusive forte et propice à l'emploi. Le budget de l'État a augmenté de plus de 87 millions de dollars, 6% en 2018, mais cette augmentation ne semble pas profiter en priorité aux secteurs sociaux dont les allocations budgétaires stagnent autour de 17%.

En mai 2018, l'Assemblée nationale a adopté le projet de la nouvelle loi organique de la loi des finances qui doit être mise en œuvre au cours des cinq prochaines années, introduit les budgets-programmes (qui auront un impact important sur l'organisation ministérielle ainsi que les modes et les outils de programmation et de budgétisation) et visent à renforcer la redevabilité du Gouvernement à travers les principes de la gestion axée sur les résultats, du financement basé sur la performance et l'introduction de l'évaluation des dépenses dans le débat parlementaire.

Situation humanitaire

A l'instar des autres pays du Sahel, la Mauritanie est confrontée à des chocs récurrents, des épisodes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et les conséquences de la crise au Mali depuis 2012, avec la présence sur son sol de plus de 57000 réfugiés (environ 34000 enfants).

L'enquête SMART, réalisée en juin-juillet 2018, a montré un taux de MAG de 11,6% et un taux de Malnutrition Aigue Sévère (MAS) de 2,3%. Le seuil d'urgence nutritionnelle de l'OMS a été dépassé

dans 23 Départements sur 58. Un plan de réponse humanitaire Gouvernement-Partenaires a été élaboré et mis en œuvre pour répondre aux besoins de 538 400 personnes en situation d'insécurité alimentaire, incluant 32 000 cas de MAS attendus. Les prévisions pour l'année 2019 ne sont pas optimistes en raison du niveau pluviométrique et de la faible couverture en biomasse enregistrés.

La situation sécuritaire toujours précaire au Mali, a entraîné une augmentation de près de 10% du nombre de réfugiés en 2018 et ne laisse pas présager de retour à grande échelle des réfugiés dans un avenir proche. Une pression accrue sur les ressources en eau et les pâturages risque d'affecter la cohésion sociale et l'hospitalité des communautés hôtes jusqu'ici préservées. De plus, la région du Hodh El Chargui (HEC), qui accueille une grande partie des réfugiés maliens, enregistre des indicateurs sociaux parmi les plus bas du pays ; 12% de la population régionale était en insécurité alimentaire sévère et 16% des enfants de moins de cinq ans souffrait de MAG en 2018. Les retraits de Médecins Sans Frontières, en décembre 2018, qui assurait la prise en charge (PEC) médicale dans le camp de M'Berra, et d'Intersos en juillet, constituent d'importants défis à la réponse humanitaire en matière de couverture et de qualité. Ceci traduit aussi la faible visibilité de cette crise ainsi que les défis liés à la mobilisation de ressources pour sécuriser l'assistance humanitaire. En réponse à un plaidoyer actif, ces départs ont été suivis par l'arrivée de nouveaux acteurs, World Vision en juin, et ALIMA arrivée en janvier 2019. RET et Save the Children International ont également entrepris des missions exploratoires en vue d'éventuelles interventions. Simultanément, un intérêt croissant de la part du Gouvernement et des partenaires a été observé en faveur d'un renforcement du nexus humanitaire-développement, de la résilience des réfugiés et des communautés hôtes, de la cohésion sociale dans le HEC. Cette tendance s'inscrit dans le cadre des initiatives interpays en faveur du Sahel (Plan d'investissement prioritaire du G5 Sahel, Stratégie intégrée des NU pour le Sahel-UNISS), et se matérialise par de nouvelles opportunités de financement (ex : Fonds des NU pour la consolidation de la paix, Guichet réfugiés de la Banque mondiale), ce qui laisse augurer une diversification et une augmentation des ressources en faveur d'une réponse intégrée conformément aux priorités du chapitre commun.

Evolution des principaux indicateurs sociaux

A part l'enquête SMART, il n'y a pas eu d'enquêtes significatives à l'échelle nationale permettant une mise à jour des principales données de base sur la situation des enfants. Cependant, plusieurs études sont prévues en 2019 : Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV), Enquête Démographie et Santé (EDS), Enquête SARA sur la situation des services de santé qui permettront une solide mise à jour des principaux indicateurs relatifs à la situation des enfants et le suivi des progrès vers les Résultats Clés pour les Enfants (KRC) et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

A la faveur de la croissance soutenue enregistrée durant la période 2008-2014, le taux de pauvreté a enregistré une baisse de onze points en passant de 42% (2008) à 31% en 2014 selon l'EPCV 2014. L'amélioration du niveau de vie a été plus marquée pour les populations vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté, et l'indice de Gini qui illustre les écarts de revenu a baissé de 0,38 en 2008 à 0,34 en 2014. Le pourcentage des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans le milieu rural est de 44,4% contre 16,7% en milieu urbain, mais, durant la même période, la pauvreté, en nombre absolu, a augmenté dans la capitale, Nouakchott, qui enregistre le second taux le plus rapide d'urbanisation en Afrique et regroupe près de 30% de la population mauritanienne.

Des progrès timides ont été accomplis au cours des trois dernières décennies dans la réduction de la mortalité infanto-juvénile. Les estimations du groupe inter-agence sur la mortalité infanto-juvénile montrent que le taux est passé de 118 pour mille en 1990 à 79 pour mille en 2017. Ceci pose des questions au niveau de la qualité des soins et du taux de couverture. Si certains indicateurs montrent une progression au cours des dernières années, tels que la pratique de l'allaitement maternel, la couverture de la PEC de la MAS, certains indicateurs montrent une stagnation voire même une régression. La couverture de vaccination contre la rougeole se stabilise depuis 2002 au-dessus de 80% selon les estimations globales des couvertures vaccinales, mais connaît une régression durant la même

la période passant de 87% en 2002 à 80% en 2013 puis 78% en 2017 (WHO vaccine-preventable diseases/2018). La thérapie ORS a progressé modérément passant de 33,7% en 2011 à 34,5% en 2015, mais l'usage d'antibiotiques pour la PEC de la pneumonie chez les enfants a régressé durant la même période passant de 30,4% en 2011 à 14,2% en 2015, même le pourcentage de ménages utilisant du sel adéquatement iodé reste très bas passant de 7,3% en 2011 à 2,9% en 2015. Le retard de croissance a connu une baisse considérable de plus de 41,7% entre 2001 et 2017 due, notamment à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base. Toutefois, au cours des dernières années la prévalence reste stationnaire autour de 20% (23,3%-SMART 2018), illustrant la nécessité persistante d'un investissement plus important dans le secteur de la nutrition. La progression du taux d'alimentation minimale acceptable chez les enfants de six à 23 mois reste encore très faible (21,1% en 2018 contre 20,4%- MICS 2015). En l'absence de données récentes sur la situation des carences en micronutriments, la prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de cinq ans était de 74% (SMART 2012) et la carence en vitamine A était de 48% chez les enfants en âge préscolaire (Rapport mondial sur la nutrition/2009). L'EDS 2019 permettra de mettre à jour ces différents indicateurs de santé avec leurs implications programmatiques.

64% des ménages en 2018 (53% en 2011) avait accès à une source d'eau améliorée, ce taux est de 53% en milieu rural avec 2% des enfants qui continuent à utiliser des eaux de surface (Base de données nationale/BADIHA). Selon l'index de la sécurité de l'approvisionnement en eau, la Mauritanie se retrouve au premier rang du classement de 18 pays ayant les plus hauts taux de « stress » hydrique. Pour l'assainissement, 70% de la population ne défèque plus à l'air libre (Base de données nationale/BADAM qui alimente le Programme de monitoring conjoint UNICEF-OMS), faisant du pays l'un des plus avancés de la sous-région. De nouvelles perspectives sont annoncées avec le positionnement de plusieurs bailleurs de fonds et PTF dans le secteur.

Tel que recommandé par la Directrice régionale dans sa lettre concernant le rapport annuel de 2017, le bureau a redoublé d'effort en programmant deux évaluations en 2018, une première portant sur un projet WASH dans le Département de Koubenni (HEG) qui a pu être complétée, et une deuxième, portant sur le projet financé par l'UE et visant à mieux protéger les enfants survivants aux violences sur les VEDAN, dont le rapport est en cours de finalisation. Les résultats de ces évaluations feront l'objet de réponses managériales et les leçons apprises seront utilisées pour accélérer les progrès vers les KRC 5 et 8.

La Mauritanie occupe la 139^e position sur un total de 163 pays selon l'indice d'inégalité de genre (PNUD/2015). Une analyse genre, conduite par l'Union Européenne (UE) en 2018, a permis d'approfondir cette dimension. Bien que le pays ait enregistré des progrès au niveau de représentation politique des femmes, de nombreuses inégalités persistent. L'accès aux ressources reste très insuffisant pour les femmes en milieu rural qui présentent les taux les plus importants d'analphabétisme et de pauvreté, et dont le pouvoir de prise de décision reste très limité, dans les sphères privées et publiques. Les stéréotypes ont un poids encore très marqué dans la société mauritanienne ; alors que les filles portent l'honneur de la famille, les garçons subissent d'importantes pressions sociales liées à leurs responsabilités familiales. Dans certains domaines, des contradictions entre le droit moderne, coutumier et islamique créent des lacunes juridiques qui limitent les droits des femmes et des filles. Par exemple, en matière de mariage et de violences basées sur le genre (VBG), la cohabitation du droit moderne et de la Charia peut créer des ambiguïtés, qui permettent l'interprétation discrétionnaire des faits par les juges ce qui aboutit parfois à des décisions défavorables aux femmes et aux filles victimes de violences. En outre, les efforts des acteurs gouvernementaux et de la société civile pour l'adoption d'une loi contre les VBG butent sur des résistances.

La tendance de la pratique des Mutilations Genitales Féminines (MGF) est à la baisse. Selon l'enquête MICS 2015, la prévalence est de 66,6% chez les femmes âgées de 15-49 ans et de 53% chez les filles de moins de 14 ans. 80% d'enfants âgés de 1-14 ans ont subi un châtement corporel ou toute autre forme de violence physique et psychologique. La mise en place du Conseil national de l'enfant et la

promulgation de la loi portant Code général de protection de l'enfant par le Président de la République en 2018 marquent l'engagement du Gouvernement. La Mauritanie a présenté ses rapports périodiques sur la Convention des Droits de l'Enfant (CDE) au Comité des droits de l'enfant en septembre 2018, et les recommandations qui en sont issues feront l'objet d'une feuille de route dont le suivi de la mise en œuvre va être assuré, notamment par le CNE. La BM, l'UE et l'UNICEF sont les trois partenaires désignés membres du CNE. Des efforts importants ont été poursuivis afin d'appuyer l'Agence Nationale du Registre de Population et Titres Sécurisés (ARNPTS) et le Ministère de l'Action Sociale de l'Enfance et de la Famille (MASEF) pour étendre la couverture des services d'enregistrement des naissances. Des défis persistent en raison de la faible demande, des lourdeurs administratives et de la distance qui engendrent des coûts souvent hors de portée des familles vulnérables.

Alors que le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire a dépassé 100 pour cent au cours de la dernière décennie, le taux net de scolarisation au primaire (enfants de 6 à 11 ans) est resté inférieur à 75 pour cent (BM/2018). La scolarisation universelle des enfants mauritaniens reste un grand défi avec de fortes disparités. Seul un enfant sur dix est préscolarisé et un enfant sur dix n'a jamais fréquenté l'école primaire. Des disparités importantes sont enregistrées en fonction du niveau de revenu et du lieu de vie : le taux de préscolarisation est de 3% parmi le quintile le plus pauvre et dix fois plus parmi le plus riche. En milieu rural, 15% des enfants n'ont jamais fréquenté l'école, ce taux est de 5% en milieu urbain. Les dernières enquêtes évaluant le niveau des élèves de 3ème et 5ème années primaire, datant de 2014, révélaient des scores très faibles. L'évaluation du Plan National de Dé

veloppement du Secteur de l'Education et l'actualisation du diagnostic sectoriel en 2018 ont souligné les insuffisances du secteur pour obtenir et maintenir une couverture universelle de qualité. Grâce à l'intervention du programme sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD) financé par la BM et coordonné par le FNUAP, le maintien des filles au secondaire bénéficie d'une attention renforcée et devrait connaître des progrès dans les années à venir.

Part 2: Major Results including in humanitarian action and gender, against the results in the Country Programme Documents

Le programme pays 2018-2022 est aligné sur les résultats nationaux en faveur des enfants tels que définis par la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP 2016-2030), et le Cadre de Partenariat pour le Développement Durable (CPDD 2018-2022) du SNU. Il traduit aussi la contribution du programme aux six priorités du chapitre commun à la réalisation de l'agenda 2030 et de l'agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), conformément aux orientations du Plan stratégique de l'UNICEF 2018-2021. Le programme contribue aux huit KRC de WCAR, avec une attention particulière accordée à quatre domaines visant à répondre aux défis nationaux persistant en matière de prévention du retard de croissance, d'accès à l'éducation de base (avec un accent particulier sur les enfants hors de l'école), de fin de la défécation à l'air libre et de prévention des violences faites aux enfants. La multisectorialité dans l'approche des KRC est essentielle. Les résultats du programme WASH contribuent à l'atteinte du KRC 2 (retard de croissance) de même que les résultats des programmes Nut/santé/WASH/protection contribuent à la réalisation du KRC 3 (accès à l'éducation).

En ce qui a trait aux questions liées au genre, les conditions sont peu favorables au plaidoyer et à la programmation pour les composantes mariage des enfants et les VBG, deux priorités ciblées sur les adolescentes du plan d'action genre et du plan stratégique de l'UNICEF (2018-2021). Cependant, l'adoption des procédures opérationnelles standards pour la gestion des cas des enfants réfugiés à risque et victimes de violence, d'exploitation, discriminations, abus et négligence permet d'adresser les VBG en situation humanitaire en lien avec la priorité du Plan d'Action Genre (PAG) « Prévenir et répondre aux VBG en situation d'urgences ». L'intégration de la santé sexuelle et reproductive des adolescents dans les normes et protocoles du Ministère de la Santé (MS) marque une avancée

significative pour la promotion de la nutrition et de la santé reproductive des adolescentes en lien avec la priorité ciblée du PAG sur la santé et la nutrition des adolescents, la prévention du VIH/Sida et le Papillomavirus Humain (PVH) Une expérience pilote de services de santé reproductive favorable aux adolescents a été soutenue.

La réponse humanitaire en lien avec l'urgence nutritionnelle et la situation des réfugiés maliens en Mauritanie a été une des priorités en 2018. Bien que le système de clusters ne soit pas activé dans le pays, l'UNICEF a contribué à la mise en œuvre d'une réponse multisectorielle intégrée dans le camp de réfugiés maliens et au niveau des communautés hôtes du HEC en assurant aussi la coordination dans les secteurs de l'éducation, la protection des enfants, la nutrition et l'eau-assainissement. La préparation de l'équipe aux urgences à travers la plateforme EPP a grandement contribué à la réponse aux inondations survenues dans la ville de Bassikounou en septembre alors qu'un appui a été apporté dans les domaines de l'eau et assainissement ainsi que la santé, de l'éducation et la protection. Dans le camp, en collaboration avec le HCR et les ONG partenaires, 308 enfants de moins de cinq ans souffrant de MAS ont été pris en charge et 3950 enfants âgés de six à 23 mois ont bénéficié de deux campagnes de distribution de suppléments nutritionnels. 17 000 enfants ont pu avoir accès à une éducation de qualité (6 849 enfants réfugiés du camp de M'Berra et 10 122 enfants de la communauté hôte de Bassikounou) à travers la distribution de kits élèves et enseignants, la construction d'infrastructures, la formation d'enseignants, l'appui au Mahadras, la création de l'offre éducative préscolaire, et enfin, l'appui à l'organisation des examens (DEF et BAC), reconnus par le gouvernement malien. En dépit de la mobilisation communautaire en faveur de la scolarisation, de nombreux défis demeurent : faible valorisation de l'éducation, manque de professeurs qualifiés, salles de classe et matériels scolaires insuffisants. Les conditions d'encadrement (147 enseignants dont 25 femmes) ont permis à 3 948 élèves (dont 1897 filles) de passer en classe supérieure, soit un taux de 81,2%. 1 905 jeunes réfugiés (dont 63% de filles) ont bénéficié de cours d'alphabétisation accompagnés pour certains, d'une formation aux métiers, telle que la couture, la teinture et la boulangerie. 10 100 jeunes de la communauté hôte ont bénéficié de fournitures scolaires. 1 530 enfants (dont 820 filles) à risque/victimes de violence ont été identifiés au sein des réfugiés et de la communauté hôte. Des SOP pour la gestion des cas ont été développées et endossées par tous les partenaires œuvrant en protection dans le camp. Conformément à la résolution 1612, les termes de référence du Groupe de travail informel de haut niveau sur le MRM ont été adoptés afin de renforcer les efforts inter-agences afin de prévenir le recrutement des enfants par les groupes armés.

Afin de protéger et pérenniser ces résultats obtenus tant dans le cadre du programme régulier que dans la réponse aux urgences, des enjeux très importants existent en matière de renforcement des capacités des services et des mécanismes de planification et coordination en vue d'améliorer l'accès et la qualité des services sociaux de bases.

- Chaque enfant survit et s'épanouit

Dans le cadre de la mise en œuvre des interventions visant la réduction du retard de croissance (KRC 2), le renforcement de capacité a touché 1 300 agents de santé pour la prestation de services d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ainsi que 1 156 agents de santé pour une meilleure application du protocole de PEC de la MAS. Chef de file des partenaires nutrition, l'UNICEF a joué un rôle important dans la réponse à l'urgence nutritionnelle. Le partenariat et la complémentarité avec le MS, la société civile et le PAM/FAO ont été renforcés à travers une cartographie concertée des intervenants en nutrition. Plus de 75% des enfants âgés de 6 à 59 mois ont bénéficié de supplémentation en vitamine A et de déparasitage. En début d'année 2018, un EPF a permis de préfinancer une commande de RUTF d'une valeur de 400 000 dollars, afin d'assurer la continuité des approvisionnements. Ce montant a été intégralement remboursé suite à l'arrivée des fonds CERF en avril. 29 437 cartons d'intrants thérapeutiques (RUTF) ont été sécurisés : ECHO (40%), USAID/FFP (38%) et CERF (22%) permettant de traiter 24 521 enfants souffrants de MAS, représentant 76% du total des cas MAS attendus en 2018 (32 244) au niveau de 86% (722/835) des structures de santé à

travers le pays. L'analyse des indicateurs liés à la PEC de la MAS montre un taux de guérison de 81% (> 75%/SPHERE) et un taux de décès de 0,7% (5%/SPHERE). Le taux d'abandon (16,4%) supérieur à la norme SPHERE (15%). Conformément aux stratégies du changement identifiées (change stratégies), le renforcement de l'implication des agents de santé dans gestion en ambulatoire du traitement de la MAS, en lien avec le programme de santé communautaire et l'intensification de la stratégie mobile sont au nombre des mesures planifiées pour réduire les risques d'abandon. La promotion des pratiques optimales d'ANJE et la finalisation d'un texte réglementaire portant application du code de commercialisation des substituts du lait maternel ont été appuyées en partenariat avec l'OMS, mais d'importants défis subsistent pour améliorer les pratiques d'alimentation complémentaire. La célébration de la semaine mondiale de l'allaitement maternel exclusif a permis d'intensifier la promotion de la mise au sein précoce et de la pratique de l'allaitement maternel. A cette occasion, la Première Dame de la République Islamique de Mauritanie a été nommée comme première championne de la nutrition, conformément aux objectifs du mouvement Scale Up Nutrition (SUN).

Tenant compte du faible niveau de financement de la sous-composante santé du programme, le bureau a poursuivi son rôle de plaidoyer en appui à la mise en œuvre et suivi du PNDS (2017-2020). Des partenariats ont été tissés dans le cadre de la mise en œuvre de plusieurs projets structurants tels que : (1) le renforcement des systèmes de santé à travers le financement GAVI, (2) la redynamisation de l'approche iCCM à travers le Fonds mondial et GAVI, (3) le pilotage d'interventions visant la Couverture Maladie Universelle (CMU) du projet Inaya financé par la BM ciblant deux régions pilotes à visée démonstrative, (4) l'opérationnalisation du forfait obstétrical pour un meilleur accès à des soins maternels et néonataux à travers le financement de l'AFD. UNICEF/UE/ECHO se sont investis dans un plaidoyer conjoint à différents niveaux pour une contribution financière renforcée de l'État au plan d'approvisionnements en intrants nutritionnels pour le traitement de la MAS.

L'intégration d'une offre appropriée de soins et d'information sur la SSRA a été mise en œuvre dans les Départements d'Elmina à Nouakchott et de Sélibaby au Guidimakha. La promotion des soins essentiels du nouveau-né intégrant un volet WASH a été mise en œuvre à Nouakchott et dans l'Assaba. A travers son rôle d'assistance technique à la subvention du Fonds mondial, un appui dans l'opérationnalisation de la composante santé communautaire a été apporté. Une masse critique d'agents de santé communautaire a été formée dans l'application de bonnes pratiques en matière de santé, de nutrition et d'hygiène, en lien avec la décentralisation de la gestion de la santé et la participation communautaire, mais des enjeux importants persistent en termes de soutenabilité et pérennité des interventions. A travers l'appui structurant et pluriannuel de GAVI, l'approche « Atteindre chaque district » a été poursuivie dans dix Départements à faible couverture. 1 718 332 enfants de neuf mois à quatorze ans, soit 103% de la cible nationale, ont été vaccinés avec l'introduction en 2018 du vaccin combiné contre la rougeole et la rubéole, et 733 719 enfants de moins de cinq ans, soit 101% de la cible nationale, ont été vaccinés contre la poliomyélite. Les préparatifs liés au projet CCEOP, à l'introduction du vaccin contre le PVH, au développement d'une soumission pour l'introduction d'une seconde dose de vaccin contre la rougeole et les travaux de la revue conjointe de GAVI ont été soutenus.

- Chaque enfant apprend

Afin de contribuer à l'atteinte du résultat lié à la scolarisation universelle (KRC 3), près de 50 000 enfants ont accédé à une éducation de qualité à travers des programmes appuyé par l'UNICEF, 4 057 enfants déscolarisés ou non scolarisés ont été réinsérés à l'école primaire dans le cadre d'un projet pilote, dans les régions ayant les taux d'exclusion scolaire les plus élevés (Nouakchott, Guidimakha, HEG et HEC). Les résultats obtenus sont encourageants : le taux de fréquentation des enfants réinsérés à l'école a été 98%. Un appui à la PEC du jeune enfant à travers l'action des réseaux régionaux de la petite enfance a permis d'atteindre plus de 10 000 parents sensibilisés sur l'éducation parentale. Plus de 1000 parents ont été formés à l'approche « Soins pour le développement de l'enfant », mais l'engagement effectif de l'État et des partenaires demeure insuffisant pour envisager des progrès

notables à court-terme. Pour accélérer l'atteinte des résultats poursuivis dans le cadre du KRC 3, notamment la réduction du taux de déscolarisation de 45%, soit 455 000 enfants hors de l'école, à 27% d'ici 2022 (soit 303 000 enfants hors de l'école, en tenant compte de la croissance démographique annuelle estimée à 2,7%), le programme devra redoubler d'efforts et mobiliser les partenaires et les ressources en conséquence. Conformément aux stratégies du changement identifiées (change strategies) pour prévenir l'exclusion scolaire, une attention particulière doit être accordée: 1) au renforcement de l'offre préscolaire; 2) au regroupement des écoles à cycle incomplet en faveur des enfants les plus marginalisés ; 3) à la création de la demande d'éducation à travers la mobilisation sociale afin de valoriser l'éducation au niveau communautaire, et 4) à une accélération de l'offre permettant l'apprentissage de métiers à plus grande échelle. Une attention accrue a été portée cette année au rôle des Tables régionales de protection dans la réinsertion scolaire.

Les principaux chantiers de cette année ont porté sur l'appui à la coordination de l'évaluation du plan de mise en œuvre 2016-2018 du PNDSE (2010-2021), la préparation du plan de travail sectoriel 2019-2021 et l'appui à la préparation de la nouvelle soumission au Partenariat Mondial pour l'Éducation (GPE). La finalisation de l'étude sur l'éducation coranique et le démarrage de l'étude régionale sur l'absentéisme des enseignants ont contribué à la génération d'évidences. A travers son engagement dans la mobilisation sociale guidée et appuyée par les Comité de Gestion de écoles (COGES), UNICEF a contribué à réduire la proportion d'écoles rurales incomplètes à travers le pays (39% en 2018 contre 35% en 2017). Un atelier de réflexion réalisé en décembre a permis de souligner la contribution des COGES à l'entretien des écoles, au renforcement de la demande d'éducation, à la formulation des plans de développement de l'école, mais aussi à l'apport des fournitures scolaires à des prix accessibles dans les communautés. Le MEN envisage la généralisation de ces comités à travers le pays. La BM, dans le cadre d'un projet d'appui substantiel au financement GPE sollicité par le pays, accompagnera le passage à l'échelle des COGES.

La validation d'un paquet de formation continue pour les enseignants a été appuyé à travers : i) l'élaboration de modules de formation, ii) la formation en pédagogie différenciée spécifiquement au profit des enseignants œuvrant à l'insertion scolaire (345 enseignants en 2018), et iii) la formation en gestion de classes et en évaluation critériée (200 enseignants en 2018). Un projet pilote en appui à l'enseignement du français via une plateforme électronique est en cours de formulation grâce à l'appui de la Fondation Akelius à travers le Comité suédois.

- Chaque enfant est protégé contre la violence et l'exploitation

D'importants progrès ont été réalisés dans le domaine du renforcement des systèmes de protection de l'enfant pour la prévention et la réponse aux cas de violences, abus et exploitation. Les interventions mises en œuvre avec le MASEF et les ONG ont permis d'identifier et d'assister 4998 enfants (dont 2565 garçons et 2433 filles), incluant 203 enfants survivants de violences sexuelles (dont neuf garçons) ayant bénéficié d'une PEC médicale, psychosociale et légale. Si cette tendance se maintient d'ici 2021, l'objectif de protéger 14 000 enfants contre les violences (KRC 5) sera atteint. Conformément aux stratégies du changement identifiées (change strategies), les efforts de renforcement des systèmes nationaux de gestion des cas et de gestion de l'information ont été soutenus, ce qui a permis d'accroître la capacité des partenaires pour assurer un meilleur suivi des cas et le monitoring des interventions. Plus de 310 volontaires ont été formés en tant que premiers répondants. Une cartographie du travail social a permis d'identifier 232 travailleurs sociaux et d'élaborer un plan de renforcement de leurs capacités techniques.

La promulgation de la loi portant Code général de protection de l'enfant a marqué une étape importante dans l'intégration de la CDE dans la législation nationale et vient compléter les autres lois nationales de protection de l'enfant, mais les contradictions concernant l'âge minimum pour la responsabilité pénale des enfants qui reste fixé à sept ans, n'ont pas été résolues. La programmation conjointe initiée entre UNICEF et Save the Children a été renforcée, et a permis une mutualisation des

ressources en appui au renforcement des systèmes de protection de l'enfant. La mise à jour de la Stratégie nationale de protection de l'enfant a été initiée à travers un processus participatif conduit par le MASEF.

En dépit des contraintes financières, les initiatives de dialogues communautaires pour le changement des normes sociales favorisant le mariage des enfants et les MGF ont été poursuivies dans certaines communautés grâce à leur intégration dans les systèmes de protection de l'enfant. La loi portant code de protection de l'enfant, adoptée en 2018, criminalise les MGF et mariage des enfants. La Mauritanie a participé à la conférence de l'UA sur les MGF tenue à Ouagadougou en octobre 2018 et s'est engagée à lancer au courant de l'année 2019, la campagne de l'UA pour mettre fin aux MGF. Les lourdeurs bureaucratiques et les longues démarches administratives associées à l'enregistrement des naissances engendrent des coûts hors de portée des familles les plus modestes. Des efforts ont été poursuivis afin d'appuyer l'ANRPTS et le MASEF pour étendre l'enregistrement des naissances des enfants les plus vulnérables. 11 901 enfants âgés de 1-17 ans (dont 6 481 filles) sans acte de naissance ont été identifiés par les SPE et sont en attente d'enregistrement.

En ligne avec les recommandations du Bulletin du SG visant la tolérance zéro et une sensibilisation maximale des partenaires d'exécution en matière de prévention de l'exploitation et des abus sexuels, UNICEF a contribué à la formation de 21 points focaux du SNU et ONG basés à Bassikounou sur le Code de conduite.

- Chaque enfant vit dans un environnement sûr et propre

En dépit de contraintes multiples, de nombreuses réalisations ont permis à la Mauritanie de passer d'un niveau d'accès à l'eau potable de 62% (en 2017) à 64% en 2018 (BADIHA). Au niveau de l'assainissement, 70% de la population ne défèque plus à l'air libre, faisant du pays l'un des plus avancés de la sous-région (BADAM). Si cette tendance se maintient d'ici 2021, le KRC 8 sera atteint (ce KRC vise qu'au moins 655 000 personnes mettront fin à la défécation à l'air libre d'ici 2022). Plus de 260 communautés totalisant 138147 nouvelles personnes ont mis fin à la défécation à l'air libre alors que 292 autres communautés ayant obtenu la certification « FDAL » ont bénéficié d'un programme de suivi centré sur la sécurité de l'eau et de l'hygiène ainsi que la mise à l'échelle de l'assainissement et l'autoévaluation communautaire. Le manque de ressources a contraint l'atteinte de la troisième composante du KRC 8 (140 écoles appuyées par UNICEF bénéficient de latrines d'ici 2021). L'impact du changement climatique (récurrence croissante des épisodes de sécheresse/inondation) pèse sur les résultats et leur pérennité.

UNICEF a veillé à renforcer le dialogue social grâce aux mécanismes de concertation mis en place au sein du Réseau d'eau potable et d'assainissement en Mauritanie (REPAM)(et entre les médias et les intervenants du secteur afin de renforcer la durabilité du statut « FDAL » et d'opérationnaliser les plans communautaires de sécurité de l'eau.

Outre l'élimination de la défécation à l'air libre, l'intégration des interventions WASH en Nutrition visant les mêmes localités du Guidimakha a permis d'équiper 20 centres de nutrition en système d'approvisionnement en eau potable et en latrines séparées hommes-femmes. L'Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC) et la promotion des pratiques familiales essentielles ont été promues dans les localités desservies par ces centres afin de créer une synergie d'action garantissant l'accès à l'eau potable, aux installations d'hygiène et d'assainissement à plus de 10 000 personnes.

Un plaidoyer sur le financement, le renforcement de la coordination sectorielle, l'appui à la planification décentralisée a trouvé un écho favorable, notamment auprès de la BM. Des partenaires ont manifesté leur intérêt pour les technologies à faible coût telles que les forages manuels alimentés grâce à l'énergie solaire. Ces technologies, trois fois moins coûteuses que les forages mécaniques, et utilisables en zones sédimentaires, permettent l'accès à l'eau des petites communautés isolées.

Les capacités des partenaires de mise en œuvre ont été renforcées dans les domaines suivants : l'élimination de la défécation à l'air libre, le suivi post-FDAL, les enquêtes ménages sains, le contrôle de la qualité de l'eau et l'hygiène dans les centres de santé. Plus de 400 personnes ont été formées. 60 institutrices nouvellement sorties des écoles d'instituteurs ont été formées sur la gestion de l'hygiène menstruelle et serviront de « championnes » de la promotion de l'hygiène menstruelle dans leurs écoles et zones d'affectation.

Les besoins des populations les plus vulnérables vivant en milieu périurbain ont été mis en exergue lors de la célébration de la journée mondiale des toilettes dans les quartiers défavorisés de Nouakchott où vivent des milliers d'habitants dépourvus d'adduction en eau et de latrines.

- Chaque enfant bénéficie de l'égalité des chances

Un dispositif de suivi et évaluation opérationnel de la SCAPP à l'horizon 2030 a été appuyé dans le but de renforcer la génération, la promotion et l'utilisation des évidences et des données relatives au bien-être de l'enfant. UNICEF se positionne sur ce chantier stratégique pour mieux accompagner le système statistique national à produire des données de qualité. Une étude approfondie sur la qualité des données de la mortalité infanto-juvénile a été conduite et a permis d'identifier les sources de biais et de formuler des recommandations qui informeront l'EDS et l'EPCV planifiées en 2019.

L'Office National des Statistiques (ONS) a été appuyé pour réaliser des analyses secondaires du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2013 et du MICS 2015 afin d'approfondir les données disponibles en lien avec les KRC relatifs aux violences contre les enfants, défécation à l'air libre et retard de croissance. Ces analyses ont permis de disposer de données désagrégées qui faciliteront le ciblage des enfants les plus vulnérables et l'affinement des stratégies pour accélérer l'atteinte des KRC.

Le Gouvernement a été accompagné dans ses efforts de production de données dans les zones d'extrême vulnérabilité (notamment les zones de concentration des populations très pauvres ou victimes de séquelles de l'esclavage) afin que les inégalités soient prises en compte dans les politiques nationales et le processus régional d'élaboration de SCAPP.

L'ONS a été appuyé dans sa démarche de développement d'une collaboration Sud-Sud avec la Tunisie dans le domaine du suivi de la pauvreté monétaire et multidimensionnelle des enfants. Une convention de partenariat avec l'Université de Nouakchott et le programme Tekavoul de l'Agence Tadamoun pour réaliser un projet de recherche sur les dynamiques de changements économiques et sociaux induits par le programme Tekavoul dans les zones très pauvres affectées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition a été élaborée. Les résultats de cette recherche permettront à orienter les programmes de protection sociale pour une meilleure prise en compte des causes structurelles du retard de croissance. Ce partenariat contribuera à développer un suivi évaluatif de la Stratégie nationale de protection sociale et à évaluer l'impact du programme Tekavoul.

Un projet pilote a été développé avec Tadamoun pour identifier un paquet d'interventions de protection sociale au profit des ménages déjà bénéficiaires du programme Tekavoul afin de créer un mécanisme régional de coordination des interventions de protection sociale.

Avec l'appui UNICEF, le Ministère de l'Economie et des Finances a conduit une analyse des lois des finances des cinq dernières années. Le diagnostic du niveau de financement des secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique, de la protection de l'enfant et de la protection sociale a souligné un certain nombre de lacunes qui alimenteront le plaidoyer visant à influencer la réforme en cours.

- Communication pour le changement de comportements

L'opérationnalisation des grands axes de la Stratégie nationale C4D s'est poursuivie en 2018 par l'élaboration et la mise en œuvre de plans de communication en appui au développement des capacités des partenaires, à la mise en place de plateformes de communication pour la participation communautaire, à la redynamisation du mécanisme de coordination et au soutien aux journées et semaines de la survie et du développement de l'enfant. Une attention particulière a été accordée aux quatre KRC retenus. La Commission nationale de coordination de la C4D a été redynamisée, en prélude à la mise en place de systèmes de suivi-évaluation et de mécanismes régionaux de coordination des interventions.

Plus de 150 acteurs des trois niveaux d'intervention (points focaux communication du MS et du MASEF au niveau central, régional et départemental ainsi que les acteurs communautaires) ont été formés pour la promotion de neuf PFE traceuses dans les régions du HEC, de l'Assaba et du Tagant avec un accent particulier accordé au retard de croissance, à la défécation à l'air libre et aux violences. Des post-tests organisés à l'issue de ces formations dénotent d'une bonne connaissance de l'approche. Au niveau communautaire, les évaluations des séances de communication font ressortir l'acquisition de nouvelles connaissances et de meilleures attitudes vis-à-vis des pratiques. Une cartographie des acteurs communautaires a été développée identifiant ainsi une force de 1200 relais communautaires formés sur la communication de proximité et les PFE. La plateforme regroupant 25 leaders religieux a été mise à contribution dans l'élaboration d'un guide appliqué à la promotion des PFE et des droits de l'enfant qui a été disséminé dans près de 500 mosquées de Nouakchott, de l'Adrar, de l'Assaba, du HEC et du Gorgol.

L'organisation des campagnes polio, et rougeole/rubéole, et des activités de dépistage de la malnutrition, combinées à la supplémentation en vitamine A et au déparasitage ont été autant d'opportunités pour renforcer la mobilisation des communautés autour de la vaccination, de l'amélioration de la nutrition de l'enfant et de la lutte contre la MAS et contre le retard de croissance. Le plaidoyer a permis de renforcer la coordination des activités au niveau macro entre le MASEF et le MS. La cérémonie de lancement de la campagne polio d'avril 2018 a ainsi été co-présidée, par le Ministre de la Santé et son homologue des Affaires sociales, de l'enfance et de la famille. La communication interpersonnelle de proximité assurée par 1305 mobilisateurs a permis d'informer 137126 ménages sur un total de 137800 ménages attendus, soit une couverture de 99,5%.

- Communication & plaidoyer

Le processus de mise en œuvre de la stratégie de communication et de plaidoyer a été poursuivi. Le plan d'action adossée à la stratégie a été révisé pour inclure des activités de plaidoyer spécifiques aux KRC relatifs au retard de croissance et à la lutte contre la violence faites aux enfants. L'année 2018 s'est ainsi soldée par une participation active à toutes les campagnes globales (i.e. : #EarlyMomentismatters, #Longestgoal, #Goblue) et l'élaboration et la diffusion de divers supports de communication multimédia à travers différents canaux de communication. Un concours d'éloquence relatif aux droits de l'enfant dont la finale a eu lieu dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale et le lancement du bus connecté « Generation Unlimited » ont été organisés. Équipé de matériel permettant de faire de courtes capsules vidéo et d'alimenter les réseaux sociaux, ce bus sillonne la ville de Nouakchott afin de donner la parole à plus de 20000 jeunes sur différents sujets les concernant.

Par ailleurs, les réseaux sociaux ont constitué un outil puissant et efficace qui a permis d'encourager cette participation des jeunes et capitaliser les efforts de promotion des droits. La page Facebook enregistre désormais près de 20000 followers, soit une augmentation de 20% par rapport à 2017, avec une portée des publications atteignant jusqu'à 900000 personnes. La réalisation de vidéos sur les violences basées sur le genre, a suscité l'intérêt du grand public en augmentant considérablement le trafic sur les pages UNICEF Mauritanie, et générant ainsi, un véritable mouvement de lutte contre les VBG sur les réseaux sociaux et alimentant le dialogue dans l'espace public. Les partenariats avec la

Fédération mauritanienne de Football et avec une jeune chanteuse devenue ambassadrice nationale de bonne volonté, Khoudia, ont été renforcés. La constante collaboration avec les Comités nationaux a permis la tenue de trois missions et la production de matériel de communication ainsi que la facilitation de visites de journalistes internationaux, notamment au camp de M'Berra.

- La gestion des ressources

La gestion de trésorerie du bureau a été optimisée à travers une revue systématique des prévisions mensuelles de dépenses selon la limite de 20% fixée en début d'exercice. Les taux de change négociés avec la Banque nationale de Mauritanie ont généré un gain de change de 104 000 dollars. La performance avec le GSSC s'est améliorée. 98% des requêtes émises ont été exécutées, soit 592 requêtes, mais 88 retours et 13 rejets ont été enregistrés. En réponse, un système de revue de complétude et d'exactitude des soumissions des paiements a été instauré et la ségrégation des tâches renforcée. Une attention particulière a été portée à la réduction du délai de traitement des factures et des transferts monétaires aux partenaires.

Le bureau a renforcé ses contrôles financiers par l'établissement et la mise à jour des procédures standards opérationnelles tels que le HACT, procédures CSO, contrats individuels et consultants, table d'autorité EZHACT, créances douteuses et write-off sur les transferts monétaires. Le bureau a reçu deux reversements des DCT qui étaient en dépréciation de la part des Ministères concernés pour un montant total de 12152,85 dollars. Il n'y a pas eu de cas de write-off. Le recrutement des deux postes HACT permet de renforcer le contrôle et la capacité des partenaires.

Le bureau a clôturé les douze recommandations d'audit. En plus de l'organisation d'une revue à mi-année et une revue annuelle, dix réunions de CMT ont été tenues pour assurer le suivi des indicateurs de performance des programmes et des opérations. Ce suivi, couplé aux clôtures mensuelles des comptes, ont permis d'atteindre un taux d'utilisation budgétaire de 86% (RR 98%, ORR 100%, ORE 75% et BMA 98%). On notera la réception le 28 décembre d'une dotation importante de DFID de plus 2,3 millions dollars qui a eu un impact sur le taux d'exécution ORE. À ces fonds d'urgence, s'ajoutent un montant de 2,6 millions dollars, amenant le montant de fonds d'urgence disponibles pour la réponse humanitaire en début d'année 2019 à 4,9 millions dollars. Le taux de DCT de plus de six mois est de 0,7%. Les indicateurs d'approvisionnements, le monitoring des contrats de services, l'optimisation et le suivi du paiement des frets ont également été rigoureusement suivis lors des CMT.

Une attention particulière a été accordée à la formulation du plan annuel de gestion (selon une analyse des risques), à la mise en œuvre du HACT (qui a été réalisé à 104% pour les SC et de 106% pour les VP), et à la complétude par le personnel des formations obligatoires. Le plan annuel de gestion 2018 a été approuvé par le CMT en mars 2018 et revu par le BR avec une performance de complétude/qualité de 89%. Le CMT a approuvé le nombre et la composition des comités statutaires du bureau et a suivi leur fonctionnement régulièrement au cours de l'année. Les TOR des comités CRC et PRC ont été révisés conformément aux nouvelles directives.

La sollicitation de l'OIM de se joindre au bureau de zone conjoint PAM-UNICEF à Bassikounou a été l'occasion de revoir la configuration des bureaux et de la Guesthouse afin de maximiser l'utilisation de l'espace et réaliser d'importantes économies liées à l'utilisation de services communs. Un nouvel outil de gestion en ligne permettant la réservation et facturation des services de la Guesthouse, a été instauré en août.

Le suivi programmatique et la réponse aux urgences ont pu être menés grâce au soutien de l'équipe des opérations (plan de voyages, TA virtuelles) ainsi qu'une coordination efficiente entre les programmes, les opérations et le bureau de zone de Bassikounou. Les véhicules ont parcouru plus de 240000 kilomètres pour une durée cumulée sur le terrain de 830 jours. Les frais engendrés par la maintenance de ces véhicules se sont élevés à 17000 dollars. L'utilisation des cartes de carburant a permis de suivre

rigoureusement la consommation. Plus de 33000 dollars ont été investis pour améliorer le circuit des installations électriques, corriger les défaillances en plomberie. Une baisse de 17% en consommation d'électricité et 35% en consommation d'eau a pu être enregistrée comparé à 2017 (1940,97 et 6583,48 dollars respectivement).

- Ressources Humaines

Dans un contexte de mobilisation de ressources financières ORR peu favorable, le bureau a été contraint de revoir sa structure afin de renforcer la soutenabilité financière, tout en préservant les capacités programmatiques, opérationnelles et managériales nécessaires pour atteindre les résultats attendus en faveur des enfants. Les changements proposés ont fait l'objet d'une analyse discutée largement avec l'équipe avant d'être revus et approuvés par le BR lors de la session PBR d'octobre 2018.

Le plan d'action découlant de l'analyse des résultats de l'enquête globale sur le moral du staff a été exécuté à 95% et a constitué un élément central de la retraite du personnel organisée les 9 et 10 mai. Un atelier sur la gestion de la performance, couplé à une session d'introduction sur la gestion de carrière a été organisé en novembre. Avec l'autorisation du BR, dix postes OR ont été temporairement financés sur RR de janvier à avril 2018. Au 31 décembre 2018, le montant résiduel de ressources RR utilisées pour le financement de ces postes, et n'ayant pas pu être remboursées, s'élevait à 50841 dollars.

Le recrutement de 30 personnes pour différents types de contrats a constitué la plus importante activité de l'unité RH, 70% des recrutements ont pu être finalisés dans les 90 jours de délai imparti. Des efforts ont été poursuivis pour renforcer l'équilibre géographique et genre du personnel. En matière de genre, le bureau peine à améliorer le ratio femme/homme qui se présente comme suit : IP : 23%, NO : 38%, GS : 37%. Pour réduire ce déséquilibre, des approches ont été explorées, telles qu'une politique de stage identifiant des candidates féminines potentielles ainsi que l'identification de candidates féminines pour les postes en cours de recrutement.

L'objectif « zéro vacance » pour les postes clés a été atteint. Le suivi de la gestion de la performance du staff a été effectif permettant la complétude de 95% des PER 2017 à la date du 28 février 2018 et 93% pour les PAS 2018 à la date du 31 mars 2018. Suivant les besoins identifiés, un plan de formation a été élaboré. Compte-tenu des contraintes budgétaires, les formations en ligne ont été encouragées ; deux formations externes ont été approuvées. Plus de 90% du personnel ont finalisé les formations obligatoires (86%-sécurité des missions, 93%-éthique, 100%-PSHAA et PSEA). La participation assidue de l'équipe aux réunions et sessions de formation régionales ont permis de renforcer les capacités de l'équipe sur les KRC, réforme des NU, PSEA, lutte contre la fraude, HACT et partenariats avec la société civile.

N'ayant pas trouvé d'option viable, et tenant compte de la relance de l'idée d'une maison des NU et des enjeux de sécurité/proximité des autres agences, le bureau a abandonné l'idée de déménager à court-terme dans de nouveaux locaux. Le comité de gestion de l'espace a été redynamisé afin de coordonner le projet de réhabilitation/rénovation et de réorganisation de l'espace de travail dans les locaux existants. Un bureau d'étude a été recruté pour accompagner ce projet et un budget prévisionnel a été soumis au BR pour un éventuel appui.

- ICT

Suite aux résultats de l'enquête sur les conditions de vie et de travail dans les lieux d'affectation "D/E", et aux recommandations du BR, le personnel a été doté de 50 anciens modems sans fils pour garantir un accès internet à domicile et faciliter la connectivité lors de visites sur le terrain. La collaboration inter-agences, avec l'adoption d'un même opérateur pour la communication mobile et

Internet, a permis de faire une économie annuelle d'environ 33137 dollars et d'augmenter la bande passante de notre liaison primaire Internet de sept Mbps à dix Mbps.

- Approvisionnements & logistiques

Composé d'intrants d'urgence, RUTF, tentes, bladder, kits WASH et scolaires, le stock d'intrants reçus en 2018 s'élève à 2225286 dollars. La valeur des items livrés aux partenaires s'élève à 1542333 dollars. Le bureau a apporté un appui au Gouvernement dans le renforcement du système de chaîne d'approvisionnement de la vaccination par le biais de la mise en place de l'initiative CCEOP (GAVI) dont le plan a été approuvé et qui permettra de contribuer au renouvellement complet de la chaîne de froid en 2019-2020.

Le plan d'approvisionnement 2018 a été élaboré dans les délais impartis. Cependant, les difficultés rencontrées par les sections dans la définition des besoins et la réception tardive des ressources au deuxième trimestre ont freiné la mise œuvre effective du plan. Le processus de passation de marché a été renforcé avec l'application effective de la règle de l'évaluation des fournisseurs par Copenhague avant toute adjudication de marché. Une conférence des fournisseurs a été organisée pour renforcer les partenariats, clarifier les procédures et souligner l'importance du respect des normes éthiques et de la prévention des fraudes. L'utilisation des LTA (dédouanement, location de véhicules/camions, manutentionnaires), l'acquisition et le pré-positionnement de stocks d'urgence ont permis au bureau une réponse efficace aux urgences.

Part 3: Lessons learned and constraints

- Le renforcement des capacités nationales : un enjeu central

Au niveau régional et départemental, il existe un déficit avéré, en ressources humaines et en moyens financiers, logistiques et équipements pour assurer le bon fonctionnement des services et les activités de supervision. Le renforcement des mécanismes de coordination et des capacités de planification, de suivi de la mise en œuvre et de gestion des ressources existantes sont des priorités communes pour les PTF :

- Dans le secteur santé, en réponse aux différents processus de diagnostic sectoriel, d'audit et contrôles réalisés (l'audit institutionnel de l'UE, l'audit GAVI, SC- HACT) et au processus de centralisation de la gestion des financements de certains PTF, au niveau de la Direction des affaires financières, des initiatives de renforcement conjoint et coordonné des capacités de gestion, de suivi et de contrôle ont été engagées. Elles seront poursuivies et renforcées en 2019, de concert avec la BM, UE, Fonds Mondial, GAVI, FNUAP et OMS. Ces initiatives devraient contribuer aussi à améliorer les capacités d'absorption des ressources, et le suivi ainsi que la justification des ressources allouées au niveau déconcentré.

- Dans la plupart des secteurs sociaux couverts par le Programme de Coopération Mauritanie-UNICEF, les revues sectorielles, les missions de supervision et les activités de monitoring en temps réel (RTM) constatent un besoin de renforcement des capacités des structures déconcentrées et décentralisées pour optimiser la mise en œuvre des programmes. Le niveau opérationnel (directions régionales et services départementaux et communaux) est confronté à des enjeux récurrents : déficit chronique en personnel, absentéisme et manque d'opportunités de supervision et de formation continue, faible disponibilité en temps utile des budgets déconcentrés ainsi que d'importantes contraintes logistiques telles que le déficit en équipement et la faible maintenance des infrastructures. Ces contraintes fragilisent la mise en œuvre, le suivi et la pérennité des activités et perpétuent une dépendance forte vis-à-vis les partenaires. Pour relever ces défis, une attention particulière a été accordée à l'appui aux mécanismes déconcentrés et décentralisés. De même, au niveau des communes, plusieurs défis subsistent notamment

l'opérationnalisation effective des plans communaux de développement. Devant ce constat, il sera essentiel de renforcer les mécanismes de planification et de suivi locaux et de favoriser les synergies entre les interventions multi-sectorielles au niveau communautaire.

- Il existe un consensus autour de l'importance de mettre en place des zones de convergence/concentration régionales afin de : (i) démontrer/documenter la validité, l'efficacité et la pérennité des stratégies nationales au niveau opérationnel dans le but d'influencer la prise de décisions concernant les ajustements nécessaires dans le cadre des réformes sectorielles, (ii) identifier et corriger les goulots d'étranglement ayant un impact négatif sur la mise en œuvre des activités opérationnelles et l'atteinte de résultats tangibles pour les bénéficiaires, (iii) explorer de façon plus systématique les enjeux spécifiques rencontrés et les stratégies de réponse à mettre en œuvre en fonction des différents contextes avec notamment, une attention renforcée accordée aux diversités socio-culturelles, aux dynamiques de population et aux nouvelles problématiques du milieu urbain et péri-urbain et iv) améliorer l'efficacité et l'efficacité des programmes. Cette approche a été adoptée par le SNU dans le cadre de la mise en œuvre du CPDD 2018-2022 (UNDAF) avec un accent sur trois régions (HEC, Guidimakha et la zone péri-urbaine défavorisée de Nouakchott). La BM et le Gouvernement ont aussi adopté cette approche pour le nouveau Programme Inaya/Santé (Régions du Guidimakha et du HEG) où seront mises en œuvre des interventions visant la couverture médicale universelle (CMU) et le renforcement de la santé communautaire et de l'accès des plus pauvres au système (via un mécanisme de transfert monétaire adossé au programme Tekavoul de lutte contre la pauvreté). UNICEF est activement impliqué et fait partie du Comité de pilotage du programme Inaya. Les nouveaux projets BM/Gouvernement en phase de formulation dans les secteurs Education et WASH vont aussi adopter cette approche régionalisée. C'est également le cas pour les programmes de AFD (forfait obstétrical dans l'Assaba) et EU/PASS (CMU/Mutuelles de santé à Nouakchott et au Brakna).

Ces différentes initiatives sont centrales et nécessaires pour renforcer la mise en œuvre des programmes dans le contexte mauritanien. Ce sont des axes stratégiques du nouveau programme de coopération 2018-2022 indispensables pour améliorer l'atteinte et la soutenabilité des interventions en vue d'atteindre les KRC et les ODD.

- Les innovations : catalyseurs de changement en faveur des enfants

Devant les enjeux décrits plus tôt, le bureau a tenu des sessions de « brainstorming » sur les innovations afin d'explorer diverses avenues possibles « pour faire les choses différemment » et trouver des solutions mieux adaptées aux problèmes rencontrés. Pour donner suite à la mission du conseiller régional en innovation et à la journée dédiée aux innovations lors de la revue à mi-année, le bureau a poursuivi sa réflexion en redynamisant le comité « Innovations » et en développant une stratégie sur les innovations selon trois piliers stratégiques. Le premier pilier est axé sur l'application de technologies et de processus novateurs pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données axées sur l'action. Testé au HEC et au Guidimakha, le RTM offre l'opportunité d'améliorer la qualité des données tout en impliquant les acteurs locaux pour atteindre de meilleurs résultats en faveur des enfants. Le deuxième pilier s'est dessiné à la suite d'une opportunité de partenariat avec la Fondation Akelius, à travers le Comité suédois, afin de faciliter l'apprentissage du français aux enfants déscolarisés ou marginalisés à travers une plateforme digitale. Un projet pilote est en cours de développement avec l'appui du Comité suédois, de la Fondation Akelius, du BR et du Siège. Il s'inscrit dans une initiative inter pays (Grèce ; Liban, Mauritanie) et permettra de dynamiser et accélérer la réflexion nationale autour du e-learning. Enfin, le troisième pilier repose sur le constat que le pays enregistre un fort taux de pénétration du téléphone mobile et une augmentation rapide de l'accès à internet (passé de 41% en 2016 à 46% en 2017 en milieu urbain). Les informations pouvant sauver des vies ou bien les initiatives visant à collecter l'avis des bénéficiaires finaux/détenteurs de droits peuvent désormais être rapidement diffusées ou traitées via Internet, les applications mobiles (WhatsApp) et les SMS. Ces dispositifs seront renforcés pour compléter les canaux traditionnels de communication, accélérer la participation et le contrôle citoyen. Un poste T4D a été créé lors du PBR

2018 afin de mieux matérialiser et accélérer ces initiatives.

- L'importance et les enjeux de la préparation aux urgences

Devant la récurrence croissante des épisodes de sécheresse et d'inondation ainsi que la situation sécuritaire toujours précaire et complexe au Mali, la préparation du bureau-pays aux urgences est essentielle. Une attention particulière a été portée sur la sécurisation du pipeline RUTF, le pré-positionnement d'un stock de contingence WASH et la préparation d'un accord avec le Croissant-Rouge visant le renforcement des capacités nationales de préparation et réponse aux urgences soudaines, avant la saison des pluies (septembre-octobre). Ces derniers efforts ont été essentiels à la réponse aux inondations de septembre à Bassikounou. Le bureau a participé aux efforts de renforcement de capacités nationales pour la réduction des risques de catastrophes à travers l'initiative CADRI, mais dont la formulation peine à se concrétiser. Afin d'assurer une coordination optimale entre les différentes initiatives, un mécanisme de coordination renforcé devra être mis en place entre la partie nationale (Protection Civile du Ministère de l'Intérieur), le SNU, les PTF et les ONG sous le leadership du Gouvernement.

- Mobilisation de ressources

Les financements ORR prédictibles et pluriannuels reçus de la coopération néerlandaise (DGIS) dans le cadre du programme Régional Eau-Assainissement-Hygiène ont permis de construire des partenariats solides et stables, de sécuriser les interventions prioritaires et d'accélérer l'atteinte des résultats à l'échelle nationale, mais aussi ils ont donné au programme l'opportunité de consolider et documenter les acquis et de créer des leviers efficaces pour mobiliser davantage de financements et d'autres partenaires du secteur, tels que l'AFD, la BID, BAD et la BM, en faveur de l'assainissement. Ce type de financement, malheureusement rare, est en effet très bénéfique et structurant pour le secteur. Il aura permis d'une part, d'accélérer l'atteinte des résultats sur l'élimination de la défécation à l'air libre, et d'autre part, de renforcer les capacités au niveau national et décentralisé, en termes de collecte et de traitement des données WASH, mais aussi de favoriser des thématiques et approches nouvelles comme l'introduction de technologies à faibles coûts, le contrôle de durabilité et le renforcement des mécanismes nationaux et locaux de suivi et évaluation. Des efforts sont déployés, en collaboration avec le BR et le Siège, mais aussi les Comités nationaux, en vue de poursuivre la recherche de ce type de ressources ORR pluriannuelles/prédictibles en appui à la réalisation des objectifs du programme pays. Dans le secteur WASH, les discussions avec le Global Partnership for Water se poursuivront afin d'explorer les opportunités nouvelles notamment dans le cadre des fonds verts pour le climat. Dans le domaine de l'Éducation, la qualification du pays pour la nouvelle phase du programme « School for Africa » à partir de 2019 pourrait être aussi une opportunité dans ce sens. Dans le contexte favorable de la réforme des NU, une autre piste importante et potentiellement prometteuse est le renforcement des programmes conjoints. L'année 2019 sera également marquée par la mise en œuvre de deux nouveaux programmes conjoints. Le premier vise l'abandon des MGF conjointement avec le FNUAP. Le deuxième vise le renforcement des capacités locales pour la prévention des conflits dans le Département de Bassiknou conjointement avec le PNUD, HCDH et FAO (Peacebuilding Fund) et est une opportunité nouvelle permettant d'attirer d'autres financements pluriannuels, tout en contribuant aux priorités communes (common chapter) le long du nexus humanitaire-développement. Simultanément, le bureau explore de façon systématique les opportunités de partenariats stratégiques qui permettent un leveraging des interventions et des ressources en faveur des KRC.

Enfin, dans le but de répondre au déficit chronique en financement de certaines composantes du programme (particulièrement pour les programmes de développement pour lesquels seulement 37% des ressources ORR escomptées ont pu être mobilisées), le bureau s'est doté d'une stratégie de mobilisation de ressources. Des réunions bilatérales de présentation du programme de coopération 2018-2022 ont été organisées avec les principaux partenaires présents en Mauritanie. Un kit de mobilisation de ressources est en cours de développement et permettra de renforcer les efforts en la

matière. 9,9 millions dollars ont été mobilisés pour la réponse aux urgences, soit 46% du budget du HAC 2018. Près des deux-tiers de ces fonds (6,1 millions dollars) ont été reçus entre avril et juin, et le reste, entre juillet et octobre. Au regard du caractère saisonnier de la réponse à l'urgence nutritionnelle dans les pays du Sahel, dont la Mauritanie, la réception tardive de ces fonds a représenté un défi pour assurer une réponse optimale aux besoins particulièrement durant la période de soudure. Il est important de noter également que seulement 16% des allocations reçues étaient non earmarked.

- Perspectives 2019

La récente conférence de coordination des partenaires et bailleurs de fonds du G5 Sahel pour le financement du programme d'investissements prioritaires (PIP) 1ère phase 2019-2021, a souligné un intérêt particulier pour le secteur de l'éducation, et notamment pour la réinsertion scolaire. Considérant aussi, comme mentionné précédemment, la sélection de la Mauritanie pour la nouvelle phase de l'initiative School for Africa, le programme l'éducation pourrait donc bénéficier d'investissements soutenus dans un avenir rapproché. Il sera important de saisir ces opportunités en vue d'accélérer l'accès à l'éducation de centaines de milliers d'enfants non scolarisés/déscolarisés et d'articuler les stratégies de changements (change strategies) ancrées au niveau communautaire (et répliquables à large échelle) en réponse aux besoins et aspirations de ces enfants, en termes de réinsertion scolaire et de formation professionnelle en ligne avec les objectifs du KRC 3. La présentation du rapport national volontaire de la Mauritanie sur les ODD lors du Forum politique de haut niveau des NU en juin 2019 sera une opportunité de poursuivre un plaidoyer fort. La nouvelle Stratégie nationale de protection de l'enfant, qui devrait être finalisée d'ici juin 2019, sera articulée autour du renforcement des systèmes de protection, le renforcement du travail social et intégrera quelques questions émergentes non prises en compte dans la dernière stratégie, comme par exemple, la question des enfants migrants. Dans le domaine du renforcement du travail social dans le pays, il sera important de pérenniser les acquis et de poursuivre le plaidoyer auprès du Gouvernement et des PTF en faveur du renforcement de capacités et de la soutenabilité financière des services de protection des enfants. L'ARNPTS sera appuyée en 2019 pour tester un modèle d'interopérabilité entre l'État civil et les structures sanitaires.

Dans le cadre des zones de convergence du SNU, le programme renforce sa concentration géographique et encourage une plus grande intersectorialité et synergie. La revue annuelle de décembre 2018, combinée avec la revue par les pairs des PTA 2019 prévue en début d'année vont permettre d'identifier les interventions conjointes et prioritaires pour 2019, renforcer l'accent sur et la contribution à l'atteinte des résultats clés pour les enfants (KRC et ODD) et s'assurer de l'intégration du suivi des observations du Comité des droits de l'enfant.

Au niveau des opérations, le projet inter-agences de mise en place d'un système utilisant la géolocalisation sur téléphone mobile adopté par UNCT/UNDSS sera mise en œuvre à compter de 2019. De plus, avec une meilleure visibilité de la situation budgétaire en 2019, l'exercice de planification et la mise en place des nouveaux LTA permettront d'améliorer les processus d'achat et de réaliser des économies d'échelle pour accompagner la mise en œuvre du programme de manière plus optimale et efficiente. Les missions de « end user monitoring » réalisées par le personnel des opérations et des programmes ont permis d'identifier des risques importants et certaines insuffisances dans la gestion décentralisée de la chaîne d'approvisionnement. D'importantes recommandations ont été élaborées conjointement avec le programme et seront rigoureusement suivies lors des réunions programmes et CMT afin de lever les goulots d'étranglements et renforcer les capacités des partenaires dans la gestion des approvisionnements et des stocks.

Enfin, l'équipe a été sensibilisée sur l'importance de renforcer la planification et les synergies de programmes tout au long du cycle de programmation, depuis la préparation des propositions aux bailleurs jusqu'à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation. Une session de sensibilisation des partenaires ONG sur les approches intersectorielles sera organisée afin de maximiser les synergies d'intervention à tous les niveaux administratifs afin de pouvoir démontrer des résultats probants afin

qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte. Un document de plaidoyer définissant les engagements du bureau vis-à-vis les résultats clés pour les enfants sera développé et inclura des messages percutants pour influencer le dialogue politique et l'allocation budgétaire de l'État. Il sera soutenu par une série d'« investment cases » qui permettront de créer des espaces de dialogue et des dynamiques sociales en faveur des enfants particulièrement en vue de la célébration du 30^e anniversaire de la signature de la CDE.